

Interview – Dr Daniel Koch

Parler aux médias : les leçons de « Monsieur coronavirus »

Figure emblématique de la pandémie, le Dr Daniel Koch fut directeur de la division Maladies transmissibles de l'OFSP et conseiller du Conseil fédéral jusqu'à sa retraite. Aujourd'hui, tourné vers le canicross et l'engagement humanitaire pour l'Ukraine, il tire les leçons de ce parcours avec les médias. Avec, à la clé, des conseils pour les médecins appelé·es à s'exprimer publiquement.



Swiss TPH

Comment avez-vous vécu votre expérience avec les médias, avant et pendant la pandémie de COVID-19 ?

La gestion de crise fait partie intégrante de mon métier, j'y étais préparé. Avant le Covid-19, j'avais déjà l'habitude d'informer le public sur des thèmes comme la grippe saisonnière ou la grippe aviaire à travers les

médias. Mais avec la pandémie, la situation s'est largement intensifiée. Durant la première vague, je leur consacrais plusieurs heures par jour, que ce soit au bureau, via des conférences de presse quotidiennes ou en dehors. J'apparaissais tous les jours dans les médias.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur le rôle que vous avez occupé publiquement pendant la pandémie ?

Alain Berset et moi-même avons volontairement choisi un ton rassurant, sans vocabulaire de guerre et sans recourir à des méthodes policières. Notre présence était appréciée face au manque de connaissances sur ce virus et à l'insécurité ambiante. Je crois que de nombreuses personnes étaient rassurées de recevoir des informations régulières, parfois même des instructions. Une fois que j'ai quitté l'OFSP, je pense que mes successeur-es ont ressenti davantage de pression : les médias recherchaient de la nouveauté et se sont mis à traquer le moindre détail.

Et sur la manière dont vos propos ont été relayés par les journalistes ?

Il est arrivé que des journalistes tournent les choses à leur manière. Prenons l'exemple du port du masque : au début de la pandémie, nous doutions réellement de son efficacité dans l'espace public. Pourtant, certains médias ont laissé entendre que la pénurie de masques constituait un motif secret à nos déclarations, ce qui était faux. Je comprends la volonté des journalistes de nourrir le débat, mais ils en oublient parfois leur mission première : informer.

Quelles relations avez-vous entretenues avec les journalistes ?

Je n'ai jamais entretenu de relation privilégiée avec un-e journaliste en particulier. Il y a des bon-nes et des mauvais-es médecins, c'est pareil avec les journalistes. Mon objectif a toujours été d'entretenir de bonnes relations professionnelles avec elles/eux en les traitant sur un pied d'égalité et avec sérieux. Même quand j'estimais que certaines questions n'étaient pas nécessaires, j'y répondais.

Avez-vous ressenti des contraintes dans votre liberté d'expression ou des tensions entre loyauté institutionnelle et indépendance professionnelle ?

La collaboration avec le Conseil fédéral s'est très bien déroulée. Notre soutien mutuel a favorisé un climat propice et a certainement contribué à rassurer la population. Par ailleurs, la prise de décision revenait au Conseil fédéral, non à l'OFSP ou à moi personnellement. Les choses étaient plus complexes avec la task force, composée de scientifiques « pur-es et dur-es », peu habitué-es à travailler avec les autorités. Je me souviens aussi d'un autre événement, bien avant la pandémie : malgré mon désaccord, j'avais reçu l'ordre de m'exprimer dans une émission suisse alémanique sur le thème des vaccins. Je souhaitais refuser pour éviter d'alimenter un débat inutile, mais je n'ai pas eu le choix.

En tant que médecins, nous devons réfléchir à la clarté du message à transmettre, comme en tête-à-tête lors d'une consultation.

Quels grands enseignements tirez-vous de votre travail avec les journalistes ?

Mon premier conseil est de toujours dire la vérité, même si les médias peuvent déformer nos propos. Autre conseil : ne jamais jouer sur la peur, un levier trop souvent utilisé. Mieux vaut transmettre des informations et essayer de convaincre. Mon troisième conseil, c'est de rester soi-même et spontané, sans jouer de rôle. En tant que médecins, nous devons réfléchir à la clarté du message à transmettre, comme en tête-à-tête lors d'une consultation. Peu importe qu'il y ait une caméra et une foule derrière les écrans, il faut s'adresser à la personne qui pose les questions comme s'il n'y avait personne d'autre.

Les coûts de la santé sont beaucoup trop haut, c'est indéniable. Malheureusement, les médias laissent souvent entendre que cette hausse provient principalement de la rémunération des médecins, sans questionner le rôle des assurances.

Un sujet d'actualité : l'augmentation des primes maladies. Que pensez-vous du traitement de cette information dans les médias ?

Les coûts de la santé sont beaucoup trop haut, c'est indéniable. Malheureusement, les médias laissent souvent entendre que cette hausse provient principalement de la rémunération des médecins, sans questionner le rôle des assurances. Pourtant, les assureurs gagnent plus qu'ils ne dépensent et ont un intérêt à maintenir ces coûts élevés. Par exemple, ils obligent les médecins à effectuer de nombreuses tâches administratives : aujourd'hui, cela représente environ 30 % de leur temps, contre 5 % à l'époque de mon internat. Le temps facturé pour ces tâches contribue directement à l'augmentation des coûts et profite aux assurances.

Qu'est-ce qui participerait à réduire les coûts et devrait selon vous retenir davantage l'attention des médias ?

Je constate que ce système ne favorise pas la prévention. Ce n'est pas un hasard si les assurances se battent pour refuser de couvrir certains examens préventifs et vaccins – raison pour laquelle j'ai lutté pour qu'ils soient libérés de la franchise. Pour réduire les coûts, il faudrait investir davantage dans la prévention, comme on le fait dans le domaine de l'assurance accident. Là, les primes baissent grâce aux campagnes de sensibilisation, alors que les professionnel·les et infrastructures mobilisés sont les mêmes et coûtent tout autant. Pourquoi cela fonctionne-t-il pour l'assurance accident et non pour l'assurance-maladie ? Ce thème mériterait d'être traité par les médias de façon critique. Mais c'est un tout autre chapitre.

Propos recueillis par Svenn Moretti-Golay